



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 58 – 11 septembre 2023

Pays nordiques

La compagnie aérienne scandinave SAS réalise ses premiers bénéfices depuis 3 ans.

Au cours du 3^{ème} trimestre 2022, la compagnie a enregistré un bénéfice de 457 millions de SEK (40,5 M€) et a transporté 7 millions de passagers. Son PDG, Anko van Der Werff, a souligné que la tendance était positive et que la compagnie augmenterait sa capacité pour les deux prochains semestres. Il a toutefois insisté sur le fait que l'avenir de la compagnie dépendait fortement de sa capacité à attirer de nouveaux investisseurs. La compagnie aérienne est placée sous protection du Chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites, ce qui doit lui permettre de conclure les accords nécessaires à son assainissement, restructurer sa dette, reconfigurer sa flotte et obtenir de nouveaux investissements. Le tribunal de New York, auprès duquel la procédure a été initiée, a fixé un objectif d'injection de capital de 9,5 Mds de SEK (843 M€).

La Finlande a mené, avec ses partenaires nordiques et les États-Unis, un exercice de résilience du secteur financier.

Cet exercice, baptisé « Northern Bastion », s'est tenu dans les locaux du Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides, basé à Helsinki. Il a rassemblé des représentants des autorités finlandaises, mais aussi américaines, danoises, estoniennes, norvégiennes et suédoises, issues de diverses institutions (ministères des Finances, autorités de supervision, Banques centrales, autorités en charge de la stabilité financière et Centres Nationaux de Cybersécurité). L'objectif était d'évaluer et de développer la capacité des

acteurs participants à faire face à de potentielles attaques cyber sur des infrastructures physiques qui perturberaient le fonctionnement du secteur financier.

Matas, entreprise de cosmétiques danoise, finalise l'acquisition de la société suédoise de produits de beauté KICKS pour un montant de 1,1 Md€ SEK.

Matas, fondée en 1949 et cotée en Bourse en 2013, se positionne désormais comme un acteur majeur dans le secteur du e-commerce de cosmétiques. Aujourd'hui, elle consolide sa position en acquérant Kicks, une entreprise suédoise de produits de beauté, pour 700 M DKK (93,8 M€). Avec cette acquisition, le CA de Matas s'élèvera 12 Mds SEK (1 Md€), ce qui en fait un acteur important du commerce en ligne dans le secteur des produits de beauté dans les pays nordiques.

Danemark

Jakob Ellemann-Jensen est nommé ministre des Affaires économiques suite à un remaniement gouvernemental.

Président du Parti libéral (*Venstre*), il avait joué un rôle de premier plan dans la formation de la coalition gouvernementale (Sociaux-démocrates / Libéraux / Modérés) menée par la Première ministre, Mette Frederiksen. Endossant les fonctions de Vice-Premier ministre et de ministre de la Défense, Jakob Ellemann-Jensen avait été contraint de se mettre provisoirement en retrait pour des raisons médicales, entre début mars et début août 2023. Son allié libéral et ministre des Affaires économiques, Troels Lund Poulsen, avait alors assuré son intérim à la Défense. Les rôles se trouvent donc aujourd'hui inversés, Troels Lund Poulsen étant nommé à la Défense et Jakob Ellemann-Jensen aux Affaires économiques.

Le Danemark enregistre une croissance de 0,3% au T2 2023,

selon les derniers chiffres publiés par l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*), après correction des variations saisonnières. La consommation privée a poursuivi son redressement (+0,4%), après avoir fortement ralenti en 2022. L'investissement enregistre, lui aussi, une progression (+1,4%), après avoir chuté au T1 (-14,3%). Les exportations et les importations de biens et de services sont également en hausse, respectivement de +2,2% et +2%. Ce trimestre encore, les performances records de l'industrie pharmaceutique tirent la croissance danoise à la hausse. Selon les premières estimations, le secteur a permis au Danemark d'afficher une croissance positive de +1,7% entre le 1^{er} semestre 2022 et le 1^{er} semestre 2023. Sans sa contribution, le PIB danois aurait chuté de 0,3%.

Légère hausse de l'inflation en juillet, qui atteint 3,2% en glissement annuel, soit 0,8 point de plus qu'en juin.

Cette hausse s'explique principalement par le renchérissement des locations touristiques (+41,8% par rapport au mois de juin) et par un rebond des prix de l'électricité en juillet (+33,9% par rapport au mois de juin). L'inflation sous-jacente, hors prix de

l'énergie et de l'alimentaire, augmente aussi sensiblement, en passant de +5,3% en juin à +5,7% en juillet.

Le Gouvernement a présenté un projet de budget prudent pour 2024.

Le 31 août dernier, le ministre des Finances, Nicolai Wammen, a présenté son Projet de loi de finances pour 2024. Le message porté par l'exécutif se veut aussi prudent que rassurant, plaidant pour une conduite budgétaire orthodoxe tout en soulignant la vitalité de l'économie danoise. Le Ministre a notamment annoncé des révisions – à la hausse – des perspectives de croissance pour 2023 (+1,2% contre +0,6% auparavant) et de la marge de manœuvre budgétaire (+ 4 Mds DKK, soit environ 540 M€). Le projet du Gouvernement se veut néanmoins « responsable » et accorde seulement une place limitée à des investissements dans des domaines prioritaires. Parmi eux : la transition verte, la santé, l'éducation et la formation professionnelle ou encore la politique de sécurité et de défense. Les négociations seront prochainement ouvertes au Parlement.

Les performances du géant danois Novo Nordisk contribuent à tirer à la hausse la production danoise.

Selon l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*), l'industrie pharmaceutique a contribué à hauteur de +1,7 point à la croissance enregistrée au premier trimestre 2023 (+1,9%). Aujourd'hui, la capitalisation boursière de Novo Nordisk frôle les 3 000 Mds DKK (400 Mds€), lui permettant de se hisser au 1^{er} rang européen (devant LVMH) et au 18^{ème} rang mondial en matière de capitalisation boursière. À titre de comparaison, DSV, la 2^{ème} entreprise danoise en termes de capitalisation boursière, peine à se hisser parmi les 400 plus grands groupes mondiaux. « Si vous voulez comprendre l'économie danoise, vous devez comprendre Novo Nordisk et l'industrie pharmaceutique », estime Las Olsen, économiste en chef de la Danske Bank. Certains experts tempèrent néanmoins, soulignant que l'industrie pharmaceutique, qui représente moins de 1% de

l'emploi au Danemark, n'a que faiblement pesé dans la valeur ajoutée brute en 2022 (environ 4%).

L'indice de confiance des entreprises chute pour la 1^{ère} fois cette année passant à 97,7 points contre 100,5 points en juillet.

Cet indicateur repose notamment sur l'évaluation par les entreprises des secteurs de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de détail, de leur production, de leurs commandes, de leurs stocks et de leurs attentes à court-terme. Ce décrochage s'explique notamment par la détérioration de la conjoncture dans l'industrie et la construction, avec une estimation en berne s'agissant des carnets de commandes, ainsi que par une révision à la baisse des perspectives de chiffre d'affaires pour le commerce de détail. L'indice de confiance dans l'économie, qui comprend également les attentes des consommateurs, recule également en août, à 92,2 points (contre 94,6 points en juillet).

Le taux d'emploi a atteint un niveau record avec près de 2,9 M d'employés sur une population de 5,9 M d'habitants.

La forte reprise de l'économie danoise après la Covid avait engendré, entre autres, une baisse significative du taux de chômage et un bond inédit de l'emploi (+ 194 000 employés au total depuis la crise sanitaire). En résultent d'importantes difficultés de recrutement, notamment dans l'industrie où 42% des entreprises danoises déclaraient être confrontées à des pénuries de main-d'œuvre au premier trimestre 2023.

De nouvelles mesures d'accélération sur le captage et le stockage du carbone (CCS) présentées par le Gouvernement danois.

Le ministre du Climat, de l'Énergie et de l'Approvisionnement, Lars Aagaard, a annoncé que les installations devraient être pleinement opérationnelles dès 2029 et non plus 2030 et qu'un véritable cadre réglementaire serait imposé, notamment pour les infrastructures de transport de CO₂. Le Gouvernement souhaite également rationaliser l'offre de subventions autour d'un fonds unique, qui bénéficierait d'enveloppes déjà existantes (27 Mds DKK, soit 3,6 Mds€), et de 2 grands appels d'offres, en 2024 et en 2025. Au Danemark, le CCS est identifié par les autorités

comme une « *technologie stratégique prioritaire* » pour la réalisation des objectifs climatiques nationaux, à savoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 70% d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 1990) et l'atteinte de la neutralité carbone en 2045.

La transition climatique nécessitera 126.000 employés supplémentaires au Danemark d'ici 2030,

selon un rapport réalisé par le cabinet de conseil Cowi, soit 10 000 de plus que dans ses dernières prévisions publiées en 2022. Entre-temps, d'importantes mesures sont venues acter l'accélération du calendrier climatique au Danemark avec, entre autres, l'avancement de l'objectif de neutralité carbone de cinq années et la conclusion d'importants accords sur l'éolien offshore. La question de la formation professionnelle devient donc centrale, selon les organisations syndicales et patronales. Le gouvernement prévoit de faire un geste en faveur des établissements de formation dès 2024, avec une enveloppe de 300 M DKK (40 M€).

Finlande

Le taux de syndicalisation des salariés finlandais diminue, passant à 54,7% à la fin de l'année 2021, contre 60,2 % en 2017, selon le ministère des Affaires économiques et de l'Emploi, ce qui confirme une tendance à la baisse sur le long terme. Ce chiffre cache toutefois des disparités importantes : le taux de syndicalisation est de 76,7% dans le secteur public, et de 41,6% dans le privé ; il est de 60,9% pour les femmes contre 48,5% pour les hommes. Il existe également des disparités entre confédérations : là où le syndicat ouvrier SAK et le syndicat des employés STTK ont perdu respectivement 99 000 et 63 000 membres entre 2017 et 2021, le syndicat du secteur académique Akava en a gagné 7000.

Les transactions à la Bourse d'Helsinki sont au plus bas depuis 2013. Après les premiers mois de la guerre en Ukraine, les transactions ont nettement diminué par rapport à leur niveau moyen. Selon le NASDAQ, le volume quotidien moyen des transactions à la Bourse d'Helsinki était de 289 M€ en août 2023, contre 393 M€ en août 2022 et 447 M€ en août 2021. Août est habituellement le mois le moins actif de l'année.

La contribution de la Finlande au budget de l'UE devrait augmenter dans les années à venir. La ministre des Finances Riikka Purra, présidente du parti des Vrais Finlandais, a présenté le 28 août, son Projet de budget 2024 et le cadre financier 2024-2027. Le Projet prévoit une hausse de la contribution finlandaise au budget de l'UE de 2,3 Md€ en 2024 à 3,1 Md€ en 2027, du fait de la poursuite du soutien de l'UE à l'Ukraine et des charges d'intérêts liées au plan de relance. Il sera donc difficile pour le Gouvernement d'éviter, comme le prévoit son programme, une hausse de la contribution nette de la Finlande. Critique envers l'UE, Riikka Purra avait déclaré en mars que les dépenses pour la défense, la compétitivité ou les investissements énergétiques devaient continuer de relever principalement du niveau national.

Le 2^{ème} constructeur de maisons individuelles du pays, Jukkatalo, fait faillite. Après avoir enregistré une perte de 4,6 millions d'euros sur un chiffre d'affaires de 95 millions d'euros en 2022, le groupe a déposé une demande de mise en faillite auprès du tribunal de district d'Oulu, le 28 août. Jukkatalo est la plus grande parmi les centaines d'entreprises du secteur du bâtiment ayant fait faillite en 2023. Le nombre de permis pour des projets de construction résidentielle déposés entre avril et juin dans le pays était en recul de 62% en glissement annuel. Face à cette situation alarmante, le ministère des Finances et le ministère de l'Environnement ont annoncé, le 5 septembre, la création d'un groupe de travail en charge d'examiner les effets de la crise du secteur de la construction sur la croissance économique et l'offre de logements.

Le groupe papetier Stora Enso supprime 240 emplois en Finlande. Affecté par l'augmentation importante du prix du bois, Stora Enso a annoncé le 4 septembre la fermeture définitive de son usine de pâte à papier de Sunila, à Kotka, dans le Sud du pays. En juin, le groupe avait annoncé une restructuration destinée à redresser sa compétitivité, impliquant une réduction de ses effectifs de l'ordre de 1150 personnes, en Finlande et dans le reste de l'Europe. 710 suppressions d'emplois ont d'ores et déjà été négociées. Les fermetures toucheront des sites en Pologne et en Estonie, et des réductions d'effectifs devraient affecter les Pays-Bas.

Islande

La croissance économique annuelle évaluée à 4,5% au T2 2023, un net ralentissement par rapport au T1 (7%).

D'après les données de *Statistics Iceland*, la croissance a été largement tirée par les exportations et plus particulièrement le tourisme, ce qui se traduit par une balance des biens et services positive de 3,6 Mds ISK (25 M€). En revanche, la consommation privée par tête est en recul (-2,8%) alors qu'elle était l'un des principaux moteurs de croissance les trimestres précédents. Par ailleurs, les comptes nationaux pour les années 2019 à 2022 ont été actualisés avec notamment une révision à la hausse de la croissance annuelle en 2022 qui s'établirait à 7,2% (contre 6,4% en prévision au mois de février).

La Banque centrale augmente ses taux directeurs pour la 14^{ème} fois consécutive.

La Banque centrale a relevé son taux de base (dépôts à 7 jours) de 0,5 point de pourcentage au mois d'août pour atteindre 9,25%. Le comité de politique monétaire indique vouloir éviter à tout prix une spirale prix-salaires alors que les projections de l'inflation à long terme restent bien au-dessus de la cible de 2,5% et que l'activité économique reste solide. Certains syndicats (ASI et VR) ont critiqué la décision de la Banque centrale, jugeant que la politique monétaire affecte les ménages sans atteindre ses objectifs.

L'inflation sur 12 mois en légère hausse à 7,7% au mois d'août.

La fin des soldes d'été a entraîné une hausse des prix de l'habillement et des équipements ménagers respectivement de 5,8% et 4,5% par rapport au mois précédent tandis que les prix des vols internationaux ont diminué de 8,4%. Le logement pèse de moins en moins lourd dans l'indice des prix à la consommation. L'inflation hors logement s'est établie à 7,6% sur un an, contre 7,1% le mois précédent.

Le ministre de l'Économie et des Finances a présenté des mesures visant à réduire le déficit public de 17 Mds ISK (120 M€).

Les mesures annoncées pour 2024 sont divisées en trois catégories. La 1^{ère} comprend une réduction des coûts de main d'œuvre via le non remplacement du personnel partant et des licenciements pour une économie estimée à 5 Mds ISK (35M€). La 2^{ème} comprend une réduction des frais de fonctionnement du Trésor avec la numérisation des services, le regroupement de certaines institutions, une réduction des dépenses de déplacement et des appels d'offres renégociés pour un montant estimé à 4 Mds ISK (28 M€). La 3^{ème} catégorie représente 8 Mds ISK (56 M€) d'économies grâce à la diminution du nombre de nouveaux projets entrepris par les ministères.

L'écart salarial non ajusté entre Hommes et Femmes était de 9,1 % en 2022, contre 10,2% en 2021.

L'écart salarial entre les sexes se creuse avec l'âge, il s'élevait à 0,7 % pour les salariés âgés de 24 ans ou moins, 8,8 % pour les salariés de 35 à 44 ans et 16,3 % pour les 55 à 64 ans. Par ailleurs, l'écart le plus important est observé dans le secteur des activités financières et d'assurances (26,2%). L'écart salarial non ajusté entre les sexes représente la différence entre les revenus horaires réguliers bruts moyens des Hommes et des Femmes en pourcentage du revenu horaire brut régulier moyen des Hommes.

La compagnie nationale d'électricité Landsvirkjun annonce une empreinte carbone en baisse de 54% au S1 2023 par rapport au S1 2022.

Landsvirkjun a publié des résultats positifs dans la perspective d'atteindre la neutralité carbone en 2025. La société a émis 20 700 tonnes eqCO₂ au 1^{er} semestre 2023 (-12% par rapport à 2022) et a séquestré près de 17 900 tonnes eqCO₂ sur sa production (+2%), soit des émissions nettes de 2 800 tonnes d'eqCO₂ (-54%). La baisse des émissions est attribuée à une moindre utilisation des centrales géothermiques de l'entreprise et à de meilleures performances des centrales hydrauliques.

Norvège

Le taux de chômage a augmenté entre juillet (1,8%) et août (2,2%). Selon SSB (*Statistisk Sentralbyrå*), 63 900 actifs sont actuellement au chômage. La faiblesse de la demande due à l'inflation et à la montée des taux d'intérêts constitue la raison majeure de cette hausse.

La balance commerciale de la Norvège avec la Russie affiche toujours un déficit de 900 M NOK au 1^{er} semestre 2023 ; les exportations vers la Russie reculent de 15% en un an. Les échanges demeurent toutefois dynamiques dans le secteur des produits de la mer, non concerné par les sanctions. De son côté, l'Ambassade d'Ukraine à Oslo reproche à l'armateur norvégien Champion Tankers de maintenir ses activités de transport d'huile de tournesol et d'engrais russes depuis des ports de Crimée.

Inauguration en mer du Nord d'Hywind Tampen, le plus grand parc éolien flottant au monde, ce 23 août par le prince héritier Haakon et le Premier ministre Jonas Gahr Støre. Les 11 turbines du parc d'une capacité de 88 MW fourniront 35% des besoins en énergie des plateformes pétrolières et gazières voisines et devraient permettre à l'énergéticien Equinor de réduire ses émissions de CO₂ de 200 000 tonnes par an. Les coûts du projet, lancé en 2019, sont passés de 5,2 à 7,4 Mds de NOK (642 M€). Le Premier ministre a reconnu le caractère coûteux de ces technologies, mais a réitéré l'engagement des pouvoirs publics en leur faveur.

Les investissements dans les hydrocarbures et dans le renouvelable devraient augmenter de 7,8% en 2023 et de 13,7% en 2024, par rapport aux estimations réalisées en mai dernier. Le bureau central des statistiques (SSB) lie cette accélération à l'impact de la dépréciation de la couronne, ainsi qu'à une hausse des investissements à venir. De son côté, le

secteur du renouvelable demeure très dynamique, comme en témoigne le rachat par le producteur public d'électricité Statkraft de 39 parcs éoliens en Allemagne (35) et en France (4) à la société Breeze Two Energy pour un montant de 4,7 Mds de NOK (470 M€).

Kongsberg, le fabricant d'équipements de défense, signe le plus gros contrat de son histoire, en remportant ce 5 septembre un appel d'offres en Pologne. Ce pays fera l'acquisition de 4 escadrons de *naval strike missile (NSM)* Coastal Defence System (CDS). Le contrat s'élève à 16 Mds de NOK (1,4 Md euros) et inclut la formation de techniciens polonais et un soutien technique.

De nouveaux permis de prospection liés au captage et au stockage de CO₂ (CCS) sur le plateau continental norvégien ont été attribués par le Ministère de l'Énergie et du Pétrole. Les permis ont été délivrés à Sval Energi AS, Storegga Norge AS et Neptune Energy Norge AS. Les projets CCS avaient connu un coup d'arrêt au printemps 2023, quand la commune d'Oslo et le groupe énergétique Hafslund avaient mis en pause le projet de capture et stockage de carbone (CCS) de l'incinérateur de Klemetsrud, désormais en passe d'être relancé.

La stratégie du gouvernement Støre sur l'exploration des minéraux sous-marins est dénoncée par neuf ONG. Il est reproché à l'exécutif d'ignorer les mises en garde du milieu scientifique et d'isoler la Norvège, alors que 21 Etats ont mis en place un moratoire, également demandé par le Parlement européen. Le besoin réel de ces minéraux pour la transition écologique est remis en cause.

Suède

Le PIB a reculé de 1% en glissement annuel au 2^{ème} trimestre 2023. Selon les chiffres révisés de l'agence nationale des statistiques suédoises SCB, la baisse du PIB au T2 2023 par rapport au T1 a finalement été de 0,8% et de 1% en glissement annuel. Parmi les rares éléments positifs, on note que les investissements bruts sont restés à un niveau inchangé sur une base trimestrielle en dépit de l'effondrement du secteur de la construction. La variation des stocks explique, en revanche, une partie importante de la baisse du PIB ainsi que la consommation privée qui baisse pour le 4^{ème} trimestre consécutif.

Le déficit de la balance commerciale bilatérale française vis-à-vis de la Suède se creuse, malgré une hausse des exportations de biens entre le 1^{er} semestre 2022 et le 1^{er} semestre 2023 (+6,4%). Cette détérioration s'explique par une augmentation parallèle beaucoup plus importante de nos importations de biens (+13,9%) en provenance de la Suède sur la même période avec une hausse de nos importations de produits pétroliers raffinés de +241% (+179 M€) et de produits pharmaceutiques de +40% (+123 M€) selon les Douanes.

La durée maximale de l'allègement de la taxe sur la rémunération de certains expatriés devrait augmenter de 5 à 7 ans. Certains résidents suédois, les chercheurs et certains autres salariés experts étrangers, peuvent bénéficier en Suède, dans certains cas, d'allègements fiscaux pour une durée maximale de 5 ans. Il s'agit d'un abattement de 25% sur rémunération (salaires, avantages en nature et autres compensations). Certains remboursements de frais sont totalement exonérés d'impôt. C'est le cas des frais de voyage à destination et en provenance de la Suède, dans la limite de deux voyages par an pour l'expert en question et sa famille. Les frais de scolarité des enfants à l'école primaire et secondaire sont inclus. Le Gouvernement souhaiterait que la durée maximale d'allègement passe de 5 à 7 ans.

Le secteur de la construction est à son niveau le plus bas depuis 2012. Selon SCB, au cours du 1^{er} semestre 2023, seuls 14 550 logements ont été mis en chantier, ce qui correspond à une baisse de 57% en glissement annuel. Cette tendance s'observe de manière similaire dans les principales agglomérations du pays.

La fréquence des cyber-attaques visant les entreprises a augmenté à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La société de sécurité informatique TruSec a observé une augmentation significative du nombre d'attaques déjouées pour ses clients cette année, soit une hausse de +70 % par rapport à l'année précédente. Le PDG de TruSec, Marcus Murray, a déclaré que les violations de données se sont multipliées dans le contexte de la guerre. Le géant des télécommunications Tele2 figure parmi les entreprises touchées.

Les entreprises suédoises considèrent de plus en plus l'Inde comme une destination d'investissements prometteuse. Selon une enquête menée par Business Sweden, l'Inde est considérée, avec le Brésil et le Canada, comme offrant certaines des opportunités d'investissement les plus attrayantes pour l'avenir. Business Sweden note également que les efforts de l'Inde pour attirer les investisseurs étrangers ont pris de l'ampleur, d'autant plus que les performances postpandémiques de la Chine n'ont pas répondu aux attentes.

Pénurie de travailleurs qualifiés dans l'industrie suédoise selon un rapport de l'Association des employeurs industriels. Le rapport présente 7 pistes pour conserver les compétences techniques nécessaires à la mise en œuvre de la transition verte de la Suède. Alors que 50 000 nouveaux emplois industriels seront créés dans les années à venir, 1 employé sur 4 dans l'industrie de base devrait partir à la retraite dans les 10 prochaines années. On estime que l'offre de compétences techniques diminuera de 40 %.

Les projets d'exploitation de métaux rares font l'objet de contestations en Suède.

Un groupe d'activistes, composé de Greta Thunberg, d'écologistes et d'un groupe d'activistes samis (population autochtone nomade qui élève des rennes) a manifesté le 2 septembre contre les projets d'expansion de LKAB dans la région de Kiruna. LKAB a présenté en début d'année sa dernière découverte de métaux rares, essentiels à la révolution verte et à l'indépendance de l'UE à l'égard des matières premières chinoises.

Le français Hy24 prend une part active dans la dernière levée de fonds de H2 Green Steel.

Le projet suédois dédié à la production d'acier décarboné grâce à l'hydrogène, a levé 18 Mds SEK (1,5 Md€), finalisant ainsi le financement de la construction du plus grand électrolyseur en Europe. Cette avancée donnera naissance, pour la première fois depuis des décennies, à la première aciérie en Europe avec une mise en service prévue à Boden en 2025. Le groupe français Hy24 a joué un rôle clé dans cette levée de fonds, aux côtés d'autres investisseurs majeurs comme le fonds Altor spécialisé dans l'hydrogène. Les détails précis de la répartition des investissements demeurent confidentiels.

Scania continue sa transition vers l'électrique.

Scania a inauguré une nouvelle usine d'assemblage de batteries à Södertälje, siège du groupe. Christian Levin, PDG de Scania, a déclaré qu'il était fier de tous ses collègues. Selon lui, Scania dispose désormais de l'une des pierres angulaires pour accélérer la transition vers l'électrification. Scania souhaite réaliser la moitié de ses ventes en électrique d'ici 2030, après avoir dévoilé une nouvelle cellule de batterie développée avec Northvolt pour une utilisation dans les transports lourds. La cellule de batterie est produite dans l'usine Northvolt ETT, dans le Nord de la Suède et sera assemblée dans la nouvelle usine de Södertälje.

Ericsson et Huawei renouvellent un accord de licence de brevets.

L'accord permet aux deux entreprises d'optimiser leurs efforts en Recherche et Développement, selon le Responsable propriété intellectuelle Europe de Huawei. Ericsson et Huawei ont ainsi accès aux produits brevetés de chacun dans des domaines tels les infrastructures réseau et les appareils grand public. Le précédent accord de licences entre les deux groupes datait de 2016.

Le géant de la musique Spotify utilisé par des gangs suédois pour blanchir de l'argent.

En payant pour obtenir de « faux streams », le nombre d'écoutes d'artistes liés à ces gangs ont augmenté artificiellement. Ces « faux streams » génèrent des revenus reversés aux ayants-droit, permettant ainsi aux gangs de blanchir leur argent. Selon le quotidien suédois Svenska Dagbladet, un million de streams en Suède génère entre 40 000 et 60 000 SEK (3 300 à 5 000 €). Malgré des tentatives de lutte contre ces fausses écoutes, Spotify est devenu une nouvelle source de revenus pour les gangs.

Le suédois Trustly rachète son concurrent SlimPay pour environ 70M€.

Cette acquisition permettra à Trustly, dont le principal actionnaire est la société de capital-investissement Nordic Capital, d'étendre son influence géographique tout en complétant sa palette dans la facilitation des paiements en ligne. Slimpay a été fondée en 2010 par le duo Jérôme Traisnel et Jean-Louis Hoenen et compte actuellement environ 90 employés. Trustly estime que le potentiel de l'accord est significatif. L'année dernière, plus de 10 Mds€ de paiements par prélèvement automatique ont été effectués en Europe, dont 80 % sur les marchés où Trustly et Slimpay opèrent conjointement. Parmi les autres actionnaires de la licorne Trustly, on note aussi le géant Black Rock. Trustly compte avoir 10 M d'utilisateurs actifs de son application Azura d'ici fin 2023 et l'objectif est d'atteindre 60 M d'ici 2025-2026.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance annuels et trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2020 (en moyenne annuelle)	2021 (en moyenne annuelle)	2022 (en moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023
Suède	-2,3	6,1	2,8	0,5	-0,8
Danemark	-2	4,9	3,8	0,2	0,3
Finlande	-2,3	3,0	2,1	0,2	0,6
Norvège ¹ dont PIB continental (hors hydrocarbures)	-1,9	3,9 4,2	3,3 3,8	0,2 0,2	0,0 0
Islande	-6,8	4,3	6,4	0,3	0,3

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans la première ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures).

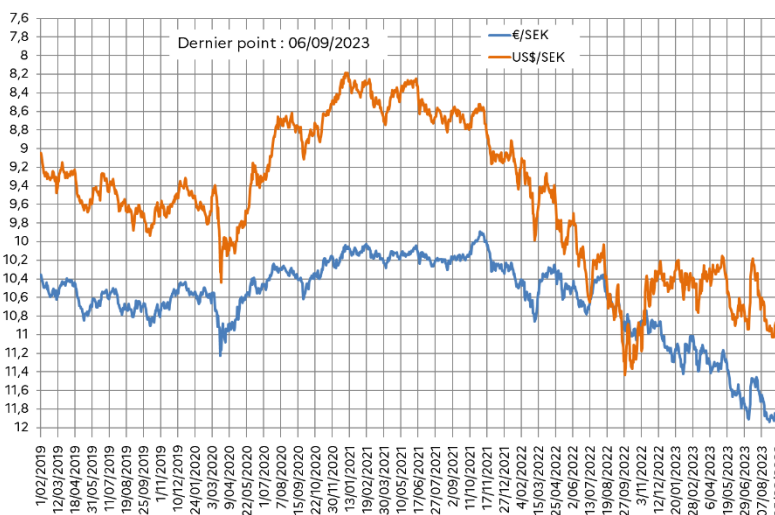
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023
Suède	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	11,4	9,8
Danemark	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	7,3	3,6
Finlande	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	8,4	8,4
Norvège	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	6,6	6,5
Islande	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	10,0	9,4

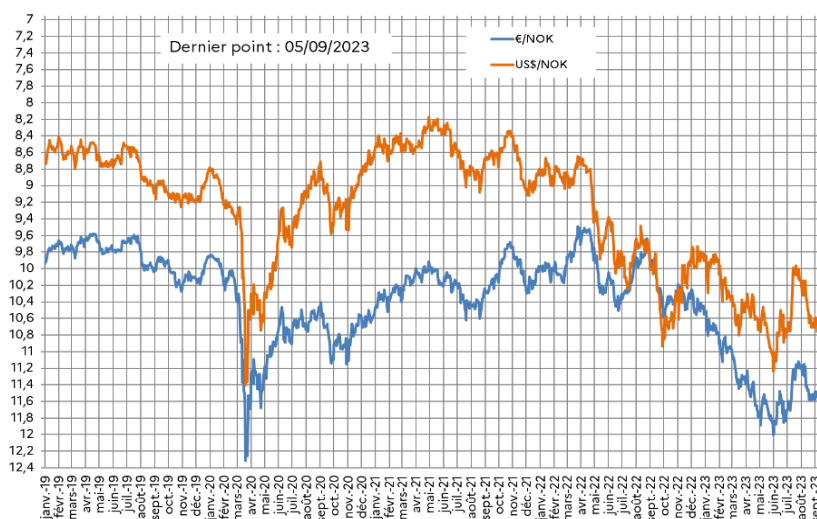
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE, FMI

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international